



Créteil le 3 juillet 2023

Le meurtre du jeune Nahel, tué par balle par un agent de police, à bout portant, lors d'un contrôle routier, est un acte de violence choquant et insupportable. Comment dans un pays qui se revendique des droits humains peut-on voir de tels actes s'accomplir ? Comment ne pas être indigné.es face aux violences policières qui s'amplifient depuis quelques années ? Le gouvernement, bien obligé de réagir à cause de l'existence d'une vidéo des faits, a condamné publiquement l'acte, au grand dam de la droite.

La mobilisation de plus de 40 000 policiers est annoncée par Darmanin en Ile de France tandis que les Républicains demandent un état d'urgence dans les banlieues. La menace d'un renouveau des émeutes de 2005 hante manifestement le gouvernement, qui réagit de la seule manière qu'il admet : plus de bleu dans les rues. Mais les causes sociales de ces émeutes n'ont, depuis 18 ans, jamais été traitées par l'État. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que la violence des émeutes soit dirigée en premier lieu et en majorité contre la police, ni qu'elle s'étende ponctuellement aux autres bâtiments qui représentent l'État.

Donc, s'il est regrettable que des institutions publiques comme des écoles et des bibliothèques soient prises pour cibles car senties comme des symboles de l'injustice de l'État quand elles devraient être les garantes de la sécurité physique, morale, éducative, financière des citoyen.ne.s, nous considérons que ces événements terribles sont le fruit de la violence systémique de l'État. Il devient évident que la démocratie bourgeoise n'entend pas exaucer les revendications populaires. Lorsque ces revendications sont massives comme pendant les retraites, elles sont ignorées ; lorsqu'elles portent atteinte aux intérêts privés comme pendant les méga-bassines, leur organisation est dissoute ; lorsqu'elles émanent des jeunes racisé.es, elles sont considérées comme barbares.

La précarisation des services publics et leur abandon par l'Etat, la paupérisation de toute une frange de la population, le rejet du dialogue social par un gouvernement dans la toute puissance font monter une colère profonde de la population. Quand rien d'autre ne marche, les émeutes ne sont-elles pas la seule manière d'entrer dans l'espace politique pour les personnes subissant une relégation sociale et spatiale, discriminées et stigmatisées?

Ce gouvernement, et ceux qui l'ont précédé n'ont fait que multiplier les réformes injustes qui vont à l'encontre des droits des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des retraités, des immigré.es.

La FSU 94 apporte son soutien à toutes les personnes bouleversées par la mort du jeune Nahel.

Elle demande la libération des jeunes arrêté.es lors des affrontements dans le 94 depuis mardi et le soutien lors de leur comparution au tribunal de Créteil à partir de ce mardi à 13h.

Elle se déclare contre l'instauration de l'état d'urgence en banlieue préconisé par la droite.

Elle demande l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 qui assouplit les règles d'usage des armes à feu pour les policiers, notamment dans certains cas de refus d'obtempérer; elle exige une formation digne de ce nom et une refonte des missions de ces agents du service public

A ce titre elle condamne les communiqués des syndicats de police UNSA Police et Alliance dont les termes utilisés à l'encontre des jeunes et des habitant.es des quartiers populaires sont indignes ainsi que les menaces proférées et l'unique porte de sortie proposée: la répression. Elle condamne les appels à une escalade de violence et de militarisation de la vie quotidienne, ainsi que la tentative d'attentat commis dans la nuit de samedi à dimanche à l'encontre de la famille du maire de l'Hay les roses.

C'est de justice sociale et d'une volonté politique de lutte contre les discriminations de tout genre dont nous avons besoin!